

ARRETE
AMT 40296 PM N°44/2024
PORTANT REGLEMENTATION
DES ACTIVITES NAUTIQUES
ET DE LA SECURITE DES BAINADES
SAISON 2024

Nous, Maire de la Commune de SEIGNOSSE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-23,
VU la loi 86-2 du 3 Janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du Littoral,
notamment ses articles 31 à 34,
Vu le décret 2022-105 du 31 janvier 2022 relatif au matériel de signalisation utilisé pour les baignades
ouvertes gratuitement au public, aménagées et autorisées
VU le décret 2008-990 du 18 Septembre 2008 relatif à la gestion de la qualité des eaux de baignade et des
piscines,
VU l'arrêté interministériel du 27 Mars 1991 relatif au balisage et à la signalisation de la bande littorale
maritime des 300 mètres,
VU l'arrêté ministériel du 25 Avril 2012 fixant les modalités d'encadrement et les conditions d'organisation et
de pratique de certaines activités physiques dans les séjours de vacances déclarés et dans les centres de
loisirs sans hébergement habilités de certaines activités physiques et sportives,
VU la fiche technique 36/2004 de la Préfecture Maritime de l'Atlantique en date du 3 Juin 2004,
VU le Code du Sport et notamment ses articles L 212-1, L 212-2, L 322-3, L 322-5, R 212-88 et R 212-92,
VU l'arrêté 2011/46 du 8 Juillet 2011 de la Préfecture Maritime de l'Atlantique,
VU l'arrêté 2012/92 du 19 juillet 2012 de la Préfecture Maritime de l'Atlantique,
VU le Code de la Consommation et notamment son article L 113-3,
VU le Code du Commerce et notamment son article L 442-8,
VU le Code de la sécurité intérieure et notamment son article R 742-1 et suivants,
VU le Code du Travail,
VU l'espace littoral imparti aux zones réservées aux écoles de surf pour exercer leur activité d'enseignement
dans les zones réglementées et surveillées,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de réglementer et organiser la sécurité des plages et baignades publiques et
de tenir compte des dangers spécifiques que présentent la pratique de la baignade et des sports nautiques
en répartissant les zones de baignades surveillées et en limitant, le cas échéant le nombre d'écoles de surf
exerçant leur activité sur les plages,

ARRETONS :



SEIGNOSSE

Envoyé en préfecture le 05/04/2024

Reçu en préfecture le 05/04/2024

Publié le

ID : 040-214002966-20240404-ARRTPM44_240404-AR



ARTICLE UN :

A - Sur les Plages de la commune de SEIGNOSSE, sont créées 4 zones réglementées qui seront en place pendant les jours et heures d'ouvertures des postes de secours, et dont les longueurs respectives sont définies comme suit :

1/ PLAGES DES ESTAGNOTS :

Du samedi 15 juin inclus au dimanche 15 septembre inclus d'environ 200 m au sud du poste de secours à 250 m au nord du poste de secours.

2/ PLAGES DES BOURDAINES :

Du samedi 15 juin inclus au vendredi 05 juillet inclus et du lundi 26 août au dimanche 15 septembre d'environ 180 m au sud du poste de secours à 150 m au nord du poste de secours.

Du samedi 06 juillet inclus au dimanche 25 août inclus d'environ 650 m au sud du poste de secours à 150 m au nord du poste de secours.

3/ PLAGES DU PENON :

Du mercredi 01 mai inclus au vendredi 05 juillet inclus et du lundi 26 août inclus au dimanche 27 octobre inclus d'environ 150 m au sud du poste de secours à 200 m au nord du poste de secours.

Du samedi 06 juillet inclus au dimanche 25 août inclus de 150 m au sud du poste de secours à environ 450 m au nord du poste de secours.

4/ PLAGES DES CASERNES :

Du samedi 29 juin inclus au dimanche 01 septembre inclus d'environ 250 m au sud du poste de secours à 200 m au nord du poste de secours.

L'étendue de ces zones réglementées peut évoluer en fonction du déplacement des bancs de sable.

Ces zones réglementées sont délimitées sur les plages ci-dessus indiquées, par des panneaux fixes triangulaires à rayures horizontales oranges et noires. Elles s'étendent vers le large à 300 m. La bande littorale des 300 mètres s'entend à compter de la limite des eaux à l'instant considéré, limite évoluant selon la marée, sur l'ensemble du littoral naturel ou artificiel (digues, jetées...) ainsi qu'autour des îles, îlots, roches ou bancs de sable émergés.

L'ensemble des activités terrestres et aquatiques organisées dans ces zones sont réglementées comme suit :

B - La baignade est surveillée uniquement entre les deux panneaux surmontés de fanions bicolore jaune et rouge portant la mention limite de baignade. Cette zone de baignade surveillée est placée à l'intérieur de chaque zone réglementée ci-dessus définie à l'endroit présentant le plus de sécurité pour les baigneurs. Son emplacement et sa longueur sont déterminés par le Chef de Poste au gré des dangers particuliers liés notamment à l'état de l'océan, au phénomène des marées et d'une façon générale au regard des risques inhérents aux activités de baignade, elle s'étend vers le large à 150 m.

Les pratiquants de bodyboard sans palmes sont assimilés aux baigneurs et doivent évoluer dans la zone de bain. A l'appréciation du chef de poste en fonction de la fréquentation de la zone de bain, ils pourront être ou pas autorisés dans la zone de bain.

Dans la zone réglementée et sur l'ensemble de la plage, les usagers sont tenus de se conformer aux injonctions des sauveteurs chargés de la surveillance.

C - A la plage du « Penon » et des « Bourdaines » du samedi 06 juillet inclus au dimanche 25 août inclus une deuxième zone de baignade surveillée peut être créée quotidiennement, à l'initiative du chef de poste, en fonction des conditions atmosphériques, de l'état de la mer et de la fréquentation. Ces baignades feront l'objet d'une signalisation propre qui pourra le cas échéant être différente des plages avoisinantes.

Mairie de Seignosse - 1998, avenue Charles de Gaulle - 40510 Seignosse - France

tél. : 05 58 49 89 89 - fax : 05 58 49 89 80 - mairie@seignosse.fr - www.seignosse.fr

Horaires d'ouverture du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 14h à 17h30



SEIGNOSSE

Envoyé en préfecture le 05/04/2024

Reçu en préfecture le 05/04/2024

Publié le

ID : 040-214002966-20240404-ARRTPM44_240404-AR



D - La pratique des engins de plage utilisés pour les sports de glisse (SURF - BODY BOARD – STAND UP PADDLE – PLANCHE A VOILE – SKIMBOARD – KITE SURF – FOILBOARD) est interdite dans les zones réservées à la baignade surveillée.

Ainsi que dans 2 couloirs de sécurité, d'une largeur minimum de 30 mètres, de part et d'autre de la zone de bain.

Une zone de pratique peut être matérialisée par des panneaux portant la mention « ZONE DE SURF » surmontés par des drapeaux rectangulaires à damier noir et blanc.

Les activités surf et stand up paddle se pratiqueront obligatoirement avec un « leash », cordon reliant la cheville du surfeur à sa planche.

Le body-boarder pratiquera son activité équipée de palmes et d'un « leash » hors des zones réservées à la baignade.

La limitation de la pratique de certaines de ces activités nautiques pourra être laissée à l'appréciation du chef de poste lorsque des circonstances particulières le requièrent.

La pratique du Foilboard :

Plusieurs facteurs rendent le foil dangereux pour le pratiquant et les autres usagers :

- La vitesse importante, dû à la réduction considérable de l'influence de la traînée sur les planches, augmente l'inertie et produit une forte décélération en cas de chute.
- Le matériel, en raison de son encombrement et de ses caractéristiques tranchantes.
- Les collisions, qui conjuguent les deux facteurs précédents

En raison de ces facteurs aggravants par rapport aux autres activités nautiques, la pratique du foil est interdite dans la zone réglementée.

Par drapeau rouge, les sports de glisse (SURF - BODY BOARD – STAND UP PADDLE – PLANCHE A VOILE – SKIMBOARD - FOILBOARD) doivent se conformer aux prescriptions et recommandations de la Fédération Française de Surf ou de l'organisation sportive dont ils dépendent, en matière de sécurité pour eux-mêmes et les tiers. Il est vivement recommandé aux pratiquants de sports de glisse de veiller à se mettre à l'eau en présence d'au moins deux personnes.

Les intéressés, de ce fait, s'engagent à se surveiller mutuellement et à se prêter assistance en cas de danger, conformément à l'article 223.3 du Code Pénal.

E - Par temps d'orage avec foudre, la baignade et toute activité nautique sont interdites.

F - Dans les zones réglementées et en dehors des zones réservées à la baignade surveillée comme ci-dessus déterminées, la baignade est interdite, en raison notamment des dangers particuliers dus aux courants de sortie de baïnes, au changement imprévisible de profondeur des eaux et à la présence d'utilisateurs d'engins de plage (SURF - BODY BOARD – STAND UP PADDLE – PLANCHE A VOILE – SKIMBOARD). Cette baignade interdite est matérialisée, le cas échéant, par une signalisation mobile disposée dans la zone réglementée selon la configuration du littoral.

G - Dans le choix de l'emplacement des zones réservées à la baignade et celles pour les activités nautiques, les zones réservées à la baignade sont prioritaires.

H - Dans les zones réglementées, la pratique de la pêche est interdite pendant les heures de surveillance de la baignade.

I - Conformément aux dispositions de l'Arrêté du Préfet Maritime 2011/46 du 08 juillet 2011 modifié par l'arrêté n°2012/096 et afin d'assurer les missions de prévention et de secours, les Nageurs Sauveteurs sont autorisés à utiliser dans la zone côtière des 300 mètres et sur l'ensemble du littoral Seignossais, les scooters de mer de secours et de sauvetage ainsi que des planches de sauvetage type « paddleboard ».



Mairie de Seignosse - 1998, avenue Charles de Gaulle - 40510 Seignosse - France

tél. : 05 58 49 89 89 - fax : 05 58 49 89 80 - mairie@seignosse.fr - www.seignosse.fr

Horaires d'ouverture du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 14h à 17h30



SEIGNOSSE

Envoyé en préfecture le 05/04/2024

Reçu en préfecture le 05/04/2024

Publié le

ID : 040-214002966-20240404-ARRTPM44_240404-AR



J - Dans la zone située entre la plage des Bourdaines définie en UN – A - 2 et la plage du Penon définie en UN – A - 3, en raison de la présence d'un épi rocheux, de débris métalliques immergés, la baignade et la pratique d'engins de plage (SURF - BODY BOARD – STAND UP PADDLE – PLANCHE A VOILE – SKIMBOARD – KITE SURF – FOILBOARD) sont interdites sur une distance de 25 mètres de part et d'autre de l'épi rocheux. Cette interdiction est matérialisée par une signalisation conforme à l'arrêté du 27 mars 1991.

Dans la zone réglementée de la plage du Penon définie en UN – A – 3, en raison de la présence d'un épi rocheux et bois, la baignade et la pratique d'engins de plage (SURF - BODY BOARD – STAND UP PADDLE – PLANCHE A VOILE – SKIMBOARD – KITE SURF – FOILBOARD) sont interdites sur une distance de 25 mètres de part et d'autre de l'épi rocheux. Cette interdiction est matérialisée par une signalisation conforme à l'arrêté du 27 mars 1991.

K- La surveillance de la zone de bain est prioritaire, les préventions hors de cette zone ne se feront qu'à condition de pouvoir conserver une surveillance optimale de la zone de bain surveillée.

L - En raison des dangers spécifiques que représentent la houle, les courants violents, les rouleaux de bords, ainsi que l'impossibilité d'évaluer avec précision les lieux et l'intensité de ces dangers au regard de l'état de l'océan et des coefficients de marées, la baignade se pratique aux risques et périls des intéressés en dehors des zones réglementées ou en dehors des périodes et heures de surveillance.

ARTICLE DEUX :

La surveillance prévue à l'article UN sera assurée en 2024 selon les dates et horaires suivants :

A -PLAGE DU PENON, du 01 MAI au dimanche 27 OCTOBRE aux horaires et jours suivants :

Du mercredi 01 mai au vendredi 05 juillet et du lundi 02 septembre au dimanche 27 octobre	de 12h30 à 18h30
Du samedi 06 juillet au dimanche 01 septembre	de 11h à 19h
<u>Deux zones de baignade surveillée du samedi 06 juillet au dimanche 25 août</u> L'une plage du Penon avec surveillance continue L'autre plage de l'Agréou pourra être installée à l'initiative du chef de poste quotidiennement dans le créneau horaire compris entre	de 11h à 19h 11h et 19h

B -PLAGE DES ESTAGNOTS, du samedi 15 JUIN au dimanche 15 SEPTEMBRE aux horaires suivants :

du samedi 15 juin au vendredi 05 juillet du lundi 02 septembre au dimanche 15 septembre	de 12h30 à 18h30
du samedi 6 juillet au dimanche 01 septembre	de 11h à 19h



SEIGNOSSE

Envoyé en préfecture le 05/04/2024

Reçu en préfecture le 05/04/2024

Publié le

ID : 040-214002966-20240404-ARRTPM44_240404-AR



C -PLAGE DES BOURDAINES, du samedi 15 JUIN au dimanche 15 SEPTEMBRE aux horaires suivants :

du samedi 15 juin au vendredi 05 juillet du lundi 02 septembre au dimanche 15 septembre	de 12h30 à 18h30
Du samedi 6 juillet au dimanche 01 septembre	de 11h à 19h
<u>Deux zones de baignade surveillée du samedi 06 juillet au dimanche 25 août inclus</u> L'une plage des Bourdaines avec surveillance continue L'autre plage du VVF pourra être installée à l'initiative du chef de poste quotidiennement dans le créneau horaire compris entre	de 11h à 19h 11h et 19h

D -PLAGE DES CASERNES, du samedi 29 JUIN au dimanche 01 SEPTEMBRE aux horaires suivants :

du samedi 29 juin au vendredi 05 juillet	de 12h30 à 18h30
du samedi 06 juillet au dimanche 01 septembre	de 11h à 19h

ARTICLE TROIS :

Conformément aux dispositions du décret 2022-105 du 31 janvier 2022 relatif au matériel de signalisation utilisé pour les baignades ouvertes gratuitement au public, aménagées et autorisées, les Nageurs Sauveteurs indiqueront les absences de surveillance, les possibilités ou les interdictions de baignade au moyen de drapeaux rectangulaires hissés au mât sémaphorique de la zone réglementée.

La signalisation des drapeaux est la suivante :

SANS DRAPEAU : absence de surveillance, baignade aux risques et périls des intéressés. (Art. 2213-23 Du CGCT)

VERT : Baignade surveillée sans danger apparent

JAUNE ORANGE : Baignade surveillée avec danger limité ou marqué

ROUGE : baignade interdite (courants violents - ressac - mer forte - orage)

ARTICLE QUATRE :

Par drapeau rouge, l'interdiction de se baigner s'étend sur l'ensemble de la zone réglementée concernée.

ARTICLE CINQ :

Pour le cas où les nageurs sauveteurs seraient contraints d'intervenir pour porter secours à des personnes en danger, le chef de poste ou faisant fonction pourra, s'il le juge nécessaire, interrompre temporairement la surveillance. Les sauveteurs devront descendre le drapeau du mât sémaphorique, abaisser les limites de la zone de bain, et avertir les usagers de la plage par tout moyen à leur disposition (sifflet, corne, avertisseur, haut-parleurs) de sortir de la zone de bain. De fait, la baignade ne sera plus surveillée et donc aux risques et périls. Ces dispositions seront prises si l'effectif du poste de secours n'est pas en nombre suffisant pour assurer la surveillance de la baignade durant l'intervention.

Afin de faciliter les missions de secours, le public est tenu de laisser le libre accès aux personnels et au matériel d'intervention.

Mairie de Seignosse - 1998, avenue Charles de Gaulle - 40510 Seignosse - France

tél. : 05 58 49 89 89 - fax : 05 58 49 89 80 - mairie@seignosse.fr - www.seignosse.fr

Horaires d'ouverture du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 14h à 17h30



SEIGNOSSE

Envoyé en préfecture le 05/04/2024

Reçu en préfecture le 05/04/2024

Publié le

ID : 040-214002966-20240404-ARRTPM44_240404-AR



ARTICLE SIX :

Dans les zones réglementées selon les dispositions de l'article UN - A/, il est interdit :

- de faire circuler ou de garder, même tenus en laisse, les chiens ou tout autre animal ;
- de circuler dans une tenue portant atteinte à la pudeur et aux bonnes mœurs ;
- de pratiquer le naturisme (celui-ci étant toléré, sous réserve du respect de l'ordre public, sur la portion du littoral marin au lieu-dit « les Casernes » délimitée à 400 mètres au nord du blockhaus et matérialisée par un panneau « aire naturiste toléré ») ;
- de dissimuler, masquer les matériels de signalisation ou de sauvetage ;
- d'utiliser des engins capables de provoquer une confusion avec les signaux de tous ordres ;
- d'ouvrir des parasols les jours de grand vent ;
- de se livrer à des jeux ou actes pouvant occasionner le désordre, incommoder ou blesser les baigneurs ou les autres personnes ;
- de faire un usage abusif et trop bruyant d'instruments sonores, tels qu'enceintes, instruments de musique, etc ;
- de camper sur la plage. Aucun feu ne pourra y être allumé sans autorisation préalable du Maire.
- d'accéder sur la plage en dehors des accès balisés, notamment en franchissant les zones dunaires végétalisées.
- de consommer des boissons alcoolisées.
- de gêner l'utilisation de l'aire d'atterrissage de l'hélicoptère de secours.
- de circuler en vélo ou en vélo à assistance électrique (l'utilisateur devra poser pieds à terre et traverser la zone réglementée à pied en poussant son vélo.)
- de creuser des trous de plus de 50 cm de profondeur en raison des risques d'enfouissement.
- de survoler la plage par un aéronef non habité (drone) en raison de la présence de nombreuses personnes et de la fréquence de passage des hélicoptères de secours.
- d'avoir recours à des détecteurs de métaux pendant les horaires de surveillance. En dehors des horaires de surveillance le recours à ces instruments ne doit pas troubler la tranquillité des usagers.

ARTICLE SEPT :

Au sud de la zone réglementée de la plage des Estagnots, il est créé un couloir d'une largeur de 50 mètres environ réservée au passage des kite-surf.

La baignade et les autres activités nautiques y sont interdites. En dehors de cette zone, dans les zones réglementées et durant la période de surveillance, la pratique du kite-surf ne peut s'exercer qu'au large au-delà de la bande des 300 mètres.

En dehors de chaque zone réglementée, ce sport se pratique librement au large au-delà de la bande des 300 mètres à partir du rivage et aux risques et périls des intéressés (la navigation dans la bande des 300 mètres étant toujours limitée à 5 nœuds).

Dès qu'un hélicoptère qui participe à une opération de secours est à vue, le kite-surfeur doit cesser son activité, abattre sa voile et ce jusqu'au départ complet de l'aéronef.

ARTICLE HUIT :

Les modalités d'encadrement et conditions d'organisation et de pratique des activités nautiques pour les séjours de vacances déclarés et dans les centres de loisirs sans hébergement habilités de certaines activités physiques et sportives sont fixées par l'Arrêté ministériel du 25.04.2012 portant application de l'article R227-13 du code de l'action sociale et des familles du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative,

A chaque arrivée sur la plage, le responsable devra signaler la présence de son groupe au Chef de Poste, et devra se conformer à ses instructions.



SEIGNOSSE

Envoyé en préfecture le 05/04/2024

Reçu en préfecture le 05/04/2024

Publié le

ID : 040-214002966-20240404-ARRTPM44_240404-AR



Par drapeau jaune :

En complément de cette réglementation et en raison de la configuration particulièrement dangereuse des plages de la commune (baïnes, courants), les responsables de groupes de mineurs devront se conformer aux mesures de sécurité supplémentaires suivantes :

- Outre la présence de l'encadrant, est requise la présence d'un animateur, membre de l'équipe pédagogique permanente de l'accueil de loisirs.
- Pour les groupes d'enfants de moins de 14 ans, dans la limite de 1 animateur pour 8 enfants dans l'eau, pour un maximum de 40 enfants.
- Pour les groupes d'enfants de moins de 6 ans, dans la limite de 1 animateur pour 5 enfants dans l'eau, pour un maximum de 20 enfants.
- L'équipe d'encadrement devra disposer de personnes titulaires de l'un des titres suivants : Surveillant de Baignade, Brevet National de Sécurité de Sauvetage Aquatique (BNSSA), Brevet d'Educateur Sportif des Activités de la Natation (BEESAN), Diplôme d'Etat de Maître Nageur Sauveteur (M.N.S), BPJEP SAAN, Brevet de surveillance aquatique en Polynésie Française.
- Pour encadrer une baignade de mineurs de 14 ans et plus, toute personne majeure membre de l'équipe pédagogique suffira.
- Pour les enfants de moins de 12 ans, en complément des prescriptions citées supra, la baignade s'effectuera à l'intérieur d'un périmètre fourni par le responsable du groupe.
- La sécurité et la surveillance des enfants ne participant pas à la baignade, doivent être assurées par un responsable du groupe.

ARTICLE NEUF :

L'enseignement du surf et sa pratique ne pourront s'exercer que dans le cadre général de l'arrêté municipal qui sera pris séparément.

Les écoles de surf sont autorisées aux lieux indiqués par l'autorité administrative compétente. Les dites écoles ne peuvent prétendre à délimiter un espace qui laisserait supposer une exploitation privative du domaine public.

Les responsables des écoles de surf devront posséder les moyens d'intervention prévus par la Fédération Française de surf.

A leur arrivée sur la plage, les responsables de groupes devront :

- Prendre contact avec le Chef du Poste de surveillance ;
- Observer les horaires et les prescriptions qui leur sont indiqués par celui-ci, en fonction des conditions météo, de l'état de la mer, de l'étendue et de la fréquentation des zones réglementées.

En fonction de ce qui précède, et s'il le juge nécessaire, le Chef de Poste pourra momentanément limiter le nombre d'écoles de surf autorisées à enseigner simultanément, de manière à ce que les surfeurs et leur matériel ne perturbent pas la sécurité et la tranquillité des autres usagers. Les responsables des écoles de surf doivent munir leurs élèves de boléro en lycra de couleur identique permettant de repérer dans l'eau chacun de ceux-ci.

L'activité des écoles de surf est interdite lorsque le drapeau de baignade est rouge.

Sur demande du Chef de Poste, chaque responsable de club ou d'école de surf doit fournir les documents attestant qu'il est en règle avec l'ensemble des administrations concernées :

- Pour les nationaux de la carte professionnelle délivrée par la DDETSPP ;
- Pour les ressortissants d'un Etat membre de la Communauté Européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ;
- Le récépissé de déclaration d'activité délivré par la DDETSPP pour les ressortissants exerçant dans le cadre d'une libre prestation de service ou la carte professionnelle délivrée par la DDETSPP pour les ressortissants exerçant dans le cadre du libre établissement ;

ARTICLE DIX :

Toute installation de cabane est soumise à l'avis de l'autorité municipale.

Mairie de Seignosse - 1998, avenue Charles de Gaulle - 40510 Seignosse - France

tél. : 05 58 49 89 89 - fax : 05 58 49 89 80 - mairie@seignosse.fr - www.seignosse.fr

Horaires d'ouverture du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 14h à 17h30



SEIGNOSSE

Envoyé en préfecture le 05/04/2024

Reçu en préfecture le 05/04/2024

Publié le

ID : 040-214002966-20240404-ARRTPM44_240404-AR



ARTICLE ONZE :

En cas d'état sanitaire non satisfaisant constaté conformément aux critères édictés par l'Agence Régionale de la Santé, les accès à la baignade et autres activités nautiques pourront être temporairement interdits.

En outre, il est précisé que lors de travaux éventuels de dépollution, l'accès à la plage peut être interdit au public ainsi qu'à toute activité nautique et ce, au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

ARTICLE DOUZE :

Toutes infractions aux dispositions du présent Arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux dispositions de l'article 610-5 du Code Pénal, sans préjudice s'il y a lieu des pénalités plus graves prévues par les lois et règlements en vigueur.

ARTICLE TREIZE :

Le présent Arrêté abroge et remplace tous les arrêtés municipaux précédents, portant sur la réglementation des activités nautiques et de la sécurité des baignades sur les plages de la commune.

ARTICLE QUATORZE :

Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, les Nageurs Sauveteurs, les Agents de la Police Municipale, la Gendarmerie Nationale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui fera l'objet des publications habituelles.

Le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;
- informe que cet arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de 2 mois à compter de son affichage en mairie et de sa publication.

Fait à SEIGNOSSE, le 04 avril 2024

Le Maire
Monsieur PECASTAINGS Pierre

